



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2892>

CHRONIQUE

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2010 - N° 1106 - février 2010 -

Date de mise en ligne : dimanche 28 février 2010

Description :

Jean-Pierre Mon évoque les belles déclarations officielles tendant à faire croire que le Président de la République pourrait moraliser la finance !

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Cause toujours...

On sait que l'ardeur réformatrice de Sarkozy ne connaît pas de bornes. Désormais, "réformer" la France ne lui suffit plus : il veut maintenant remettre de l'ordre dans le chaos permanent du système de changes international, mettre fin à ce « désordre monétaire insupportable » qui affecte la compétitivité française en faisant baisser le dollar. A priori, cela semble une mesure de bon sens. Encore faut-il en avoir les moyens. C'est loin d'en être le cas, car, comme nous l'explique [1] l'économiste Pierre-Antoine Delhommais « les grands pays n'interviennent plus directement sur le marché des changes » depuis que les banques centrales n'achètent plus et ne vendent plus de devises étrangères sur ordre des gouvernements, comme elles le faisaient dans les années 1980-90 pour faire monter ou descendre le cours de leur monnaie. La principale raison est que les pouvoirs publics ont constaté qu'ils n'avaient plus les moyens d'affronter un marché des changes devenu gigantesque, où on échange quotidiennement quelque 5.000 milliards de dollars, soit plus de deux fois les réserves des banques centrales des pays industrialisés. « Gouvernements et banques centrales ont donc fini par laisser les cours des devises vagabonder en toute liberté dans une sorte de "laisser-flotter" absolu au gré de l'offre et de la demande et de l'humeur des spéculateurs » [1]. C'est encore un recul devant "les forces du marché" ! « Mais là, dit Delhommais, se pose une autre difficulté de taille pour Nicolas Sarkozy, c'est qu'aucun intervenant du marché des changes ne prête la moindre attention à ce qu'il dit. Sa parole monétaire ne porte pas au delà du périphérique parisien ».

Le moraliste impuissant

« Je voudrais que chacun comprenne qu'il ne peut y avoir d'économie sans morale »... c'est ce que proclamait haut et fort notre Président de la République en mars 2009 à Saint Quentin en Yvelines pour faire comprendre aux opérateurs financiers français que c'en était fini des bonus et des rémunérations faramineuses (comme si la morale avait eu un jour sa place en économie !). Quelques mois plus tard il enfonçait à nouveau le clou devant les banquiers réunis à l'Élysée : « L'opinion publique n'acceptera pas qu'après la crise que nous avons connue, le monde redevienne comme avant. Elle n'acceptera pas la spéculation qui n'enrichit que quelques uns en faisant prendre des risques à tous ». On avait ensuite essayé de nous faire croire qu'au sommet de Pittsburgh le G20 avait sévèrement encadré les bonus des traders et autres banquiers. Mais en fait tout continue, ou presque, comme par le passé : les grandes institutions financières annoncent d'excellents résultats pour 2009 et des bonus en conséquence pour leurs traders. Comme nous le rappelle, le journaliste Gérard Courtois, « sauvés de la débâcle à l'automne 2008 par les États, les banquiers ont repris la main, empruntant de l'argent très bon marché aux banques centrales avant de le prêter nettement plus cher aux États pour financer leurs dettes creusées par les plans de relance » [2]. À croire que nos ministres des finances et nos gouvernements en général ont perdu tout bon sens politique.

Comment en sont-ils arrivés là ? Ne serait-il pas plus simple et plus logique que les gouvernements reprennent leur pouvoir régalien de création monétaire au lieu de le laisser aux mains des banques ? Ils ont bien su sauver les banques de la faillite, mais ils ne savent pas financer ni les investissements, ni les dépenses publiques, ni la politique sociale !

En attendant, les traders employés à Paris et par les filiales françaises d'établissements étrangers vont toucher en mars entre 900 millions et un milliard d'euros de primes, soit en gros quelque 500.000 euros chacun, les "meilleurs" percevant des primes supérieures au million d'euros [3]. Le montant de ces bonus représente l'équivalent de ce que touchent 62.000 smicards pendant un an. C'est tout simplement obscène, comme l'a dit Obama pour qualifier ce que vont recevoir leurs collègues américains.

Ajoutons qu'en France, l'intention claironnée par le gouvernement de taxer ces bonus à 50% (en 2009 uniquement, rassurez vous !) a fait hurler les "libéraux" qui ont qualifié cette mesure de « démagogique » qui « va brider aussi bien le talent des financiers que la liberté d'entreprendre ». Rien que ça ! Décidément il y en a qui ne manquent pas d'air, et ce ne sont pas les mesurettees annoncées « qui vont les dissuader de poursuivre leurs parties de poker planétaire » [2].

Le suspense Proglio

Comme l'a confirmé le gouvernement le 19 janvier, Henri Proglio sera bien, comme prévu, Président d'EDF et Président non exécutif de Véolia Environnement, son ancienne entreprise. Mais devant le scandale provoqué par le cumul des traitements correspondant à ces deux fonctions, Proglio, après s'être entretenu avec son ami Sarko [4], s'est finalement décidé, le 21 janvier, à renoncer à ce cumul... Ce qui ne l'empêchera pas de bénéficier de la "retraite complémentaire" acquise par ses 37 ans passés chez Véolia et qui se monte à 13,1 millions d'euros. On peut donc s'attendre à de nouveaux rebondissements, d'autant plus que le cumul des deux fonctions peut générer des conflits d'intérêt entre EDF et Véolia. Il ne faut pas non plus oublier qu'il occupe des sièges d'administrateur à CNP-Assurances, chez Lagardère, chez Natixis, chez Dassault-Aviation... C'est beaucoup pour un seul homme !

[1] Le Monde, 17-18/01/2010.

[2] Le Monde, 19/01/2010.

[3] Le Monde, 16/01/2010.

[4] Voir Fil des jours GR 1105, janvier 2010.